

Le 9 mai Fêtons le Front populaire (p. 3)



Vidéo

Ian Brossat, Igor Zamichei :
soutien aux membres
de la flotille,
à notre
camarade
Raphaëlle
Primet !

Rapport Alloncle : Une déclaration de guerre contre l'audiovisuel public

(p. 5)

Jaurès

Pauvre Jaurès ! Son nom a été utilisé, sans vergogne, par Marine Le Pen lors de son intervention au meeting de Mâcon du RN le 1er mai dernier. Ce n'est pas la première fois que le parti nationaliste se livre à ce genre de petite provocation. On se souvient peut-être qu'à des élections européennes, le FN à l'époque avait reproduit sur une de ses affiches le portait du tribun républicain. C'est le temps de la grande confusion, le noir est devenu blanc, l'esclavage, c'est la liberté et Jaurès serait d'extrême droite ! Reste que Le Pen aura du mal à caser dans ses diatribes que « au fond il n'y a qu'une seule race, l'humanité » ou que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », comme disait si bien le camarade Jaurès. ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

6 milliards d'euros de bénéfices au 1er trimestre 2026 AU LIEU DE TAXER TOTAL, LECORNU EN APPELLE A LA «GENEROSITE» DE LA FIRME.



Du 28 avril au 30 mai : Livres comme l'art expose Olivia Tele Clavel. Du mardi au samedi de 12 h à 19 h. Entrée libre. Fermé les jours fériés. Siège du PCF (75019)

9 mai, à partir de 13 h : Le PCF fête les 90 ans du Front populaire ! Expositions, table-ronde et DJ. Toutes les informations et inscription : https://www.pcf.fr/90_ans_front_populaire_pcf

15 & 16 mai : Fête de l'Humanité Poitiers : un week-end culturel, politique et gratuit ! Au programme : Concerts, débats, village associatif. Bonne nouvelle : l'entrée est gratuite, et tous les événements culturels le sont aussi. Salle Guillaume d'Aquitaine, Biard (86)

17 mai, à partir de 10 h 30 : Fête de la section PCF de La Ciotat. Elle sera, une nouvelle fois, un temps fort politique dans notre ville, mêlant engagement, solidarité, internationalisme, culture et détente à deux pas de la mer. Tombola en soutien à Cuba, expos, animation musicale, stands, buvette, etc., sont d'ores et déjà prévus. Les inscriptions au repas (paëlla - 20 euros tout compris) sont également ouvertes : par mail pcf.laciotat@gmail.com, par téléphone : 06 22 27 18 73, directement à la section (130 avenue Gallieni). Espace Le Golfe, La Ciotat (13)

23 mai, à partir de 10 h : Fête de La Marseillaise à Toulon : débats, concerts, animations et moments de fraternité ! Programme complet :

<https://www.fetelamarseillaise83.fr/index.php/programme-detaille/>. Plages du Mourillon, Toulon (83)

23 mai, à partir de 10 h : Fête vosgienne de l'Humanité. Débat : Quel devenir de la gauche ?, avec plusieurs intervenants des partis de la gauche française. Exposition Manouchian. Exposition les affiches de la Fête de l'Humanité. Concert. Artisanat. Stands militants, syndicaux et associatifs. Entrée prix libre. Théâtre de verdure, Plainfaing (88)

24 mai, à partir de 9 h : Fête de la Paix organisée par la fédération de l'Oise. Grand moment de mobilisation pour toutes celles et ceux qui portent les valeurs de paix, de solidarité internationale et de droits humains. Au programme : course pour la Paix (course ou marche) le matin, meeting et débat sur la situation internationale, concerts et musique live, stands associatifs, expositions et animations, restauration sur place, espace enfants et jeux en plein air. Réserver un stand associatif : federation@oise.pcf.fr. Centre de loisirs Pierre-Légrand, Montataire (60)

29 & 30 mai : Fête de l'Huma 31 : débats, concerts, stands associatifs... Toutes les informations et billetterie : <https://fetedel-huma31.fr/> Pechbonnieu (31)

30 mai, à partir de 10 h 30 : Montée au Mur des Fédérés : rassemblement festif sur la place des Fêtes (75019), départ du cortège à 14h30, arrivée au cimetière du Père-Lachaise à 15h30 (75020).

30 mai, à partir de 12 h : Fête fédérale de Charente : banquet, table ronde sur la mobilité en Charente animée par Fred Mellier, forum des associations et concert. Réservation banquet au 0545922042 ou federationpcf16@gmail.com Salle des Fêtes, Maine de Boixe (16)

27 juin, à partir de 18 h : La section José Martí, de Pignan, organise sa fête de section ! Au programme : débat politique, rencontre avec diverses associations progressistes et culturelles, buvette, repas sur réservation au 0670521932. La soirée sera animée par le groupe musical de la jeunesse communiste. Maison du tennis, à côté de la salle du bicentenaire, Pignan (34)

5 juillet, à partir de 7 h : Brocante pour le droit aux vacances organisée par la section de Bressles ! Avec tombola, restauration professionnelle et animation musicale. Renseignements et réservations : 06 85 15 37 80. La Neuville en Huez (60)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

29 mai, 18 h : Santé mentale en crise, symptôme d'une société en souffrance ? Avec Angélique Mounier-Kuhn, journaliste ; elle a récemment coordonné le numéro 203 de la revue *Manière de voir* : « Santé mentale, symptômes d'un monde fêlé ». (Rencontre organisée en lien avec les Amis du Monde diplomatique)

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matrimoine féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers. Elle a publié de nombreux livres sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre.

Fondation Gabriel-Péri - Initiatives mai 2026

6 mai, 18h30 : Rencontre : Quelle politique énergétique pour la paix et une transition juste ? En visioconférence et en présentiel. Avec Jean-Paul Bouttes (ingénieur et économiste, membre du conseil scientifique du Haut-Commissariat à la stratégie et au plan) ; Virginie Neumayer (coordinatrice Groupe EDF de la CGT, membre de la direction confédérale et du comité de filière nucléaire) ; Michel Doneddu (ingénieur, membre du groupe de travail sur le Plan climat, Empreinte 2050 du PCF).

Inscription à la visioconférence : https://us02web.zoom.us/join/register/WN_LATmZJFS-WaoKytjp3tCTQ#/registration
Inscription en présentiel : <https://gabrielperi.fr/rendez-vous/quelle-politique-energetique-pour-la-paix-et-une-transition-juste/>

21 mai, 9h30/17h30 : Séance 8 des Ateliers d'histoire du communisme : Front populaire : un élan culturel. Journée uniquement en présentiel. Chaillot, Théâtre national de la danse, 1 place du Trocadéro et du 11 Novembre, 75116 Paris
Programme de la journée : <https://gabrielperi.fr/archives-histoires/front-populaire-un-elan-culturel/>
Inscription : <https://gabrielperi.fr/rendez-vous/front-populaire-un-elan-culturel/>



Le PCF fête les **90 ans** du **Front populaire** **1936 - 2026**

ESPLANADE ET COUPOLE DE L'ESPACE OSCAR NIEMEYER - SIÈGE DU PCF

- 13h** Vernissage de l'**EXPOSITION**
36 Y'a d'la joie!
Photographies de Pierre Jamet

Danser

- 18h** Vernissage de l'**EXPOSITION**
La vie est à nous!
Une histoire du Front populaire 1934-1938
Avec la participation de Serge Wolikow, historien

S'aimer

- ACCUEIL PAR FABIEN ROUSSEL**
TABLE-RONDE
« 1936 - 2026 : Quel front populaire ? »
18h15 Danielle Tartakowsky, historienne
Louise Bur, historienne
Gilbert Garrel, Président de l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT
Guillaume Roubaud-Quashie, membre du comité exécutif national du PCF
« Découvrir le Front populaire » par Jean Vigreux, historien

- 20h à 21h** Projection du **FILM**
La vie est à nous!
dans la coupole de l'Espace Niemeyer

Vivre

- 21h** **On danse**
avec DJ N13 sur le parvis de l'espace Niemeyer

Lutter

Le 1^{er} Mai des communistes Villeurbannais

Bien qu'historiquement plus ancien, le 1er Mai trouve racine en France en 1891 à Fourmies. Le symbole de l'églantine (rouge de préférence) naît alors en hommage au sang versé de tous ces militants. Mais les années passant, avec des gouvernements sévères à l'égard de la gauche, le muguet a su prendre place et devenir une référence. Le cueillir est alors une forme d'hommage, pour ne pas oublier toutes ces luttes sanglantes. La patience et l'esprit de camaraderie subsistent à travers ces instants d'échange et de partage. Se lever à l'aube, enfiler de vieilles chaussures et aller crapahuter en forêt... Pour beaucoup ça ressemble à tout sauf à un jour de repos. Pourtant, c'est un évènement annuel pour les militantes et militants de la section de Villeurbanne.

La dernière semaine d'avril est en effet l'occasion de se retrouver en pleine nature pour la cueillette du muguet. Pendant quelques heures, on marche, on respire, on profite du frais de la forêt. C'est un ensemble de petits détails et de discussions entre camarades qui rendent la cueillette si intéressante. Cette année, plusieurs jeunes militant·e·s participaient pour la première fois. Et comme pour les coins à champignons, les clairières à muguet se transmettent de génération en génération. Les anciens ont ainsi guidé les nouveaux vers les endroits fleuris trouvés les années précédentes. Du trajet en voiture à la fin de la cueillette, les playlists se mélangent, les anecdotes s'échangent et les militants apprennent à mieux se connaître.

Une fois les cueillettes terminées, les paniers sont vidés dans les coffres. Le muguet laisse alors la place aux bouteilles et aux sandwiches. S'ensuit une balade le long d'un ruisseau, qu'on remonte tranquillement jusqu'au coin de pique-nique traditionnel, au pied d'une cascade.



De retour en ville, tout le monde se retrouve chez des camarades pour trier les brins et confectionner les bouquets. Ceux qui n'étaient pas disponibles en journée se joignent aux cueilleurs autour de la grande table. On continue de parler et de rire en partageant l'apéritif. Le Parti, c'est aussi ça : des mains qui travaillent ensemble, sans que ça ressemble à du travail.

Mais le muguet, c'est aussi dans la rue. Deux jours plus tard, les bouquets sont vendus dans les rues de Lyon. Si la cueillette est l'occasion de se



retrouver au sein de la section, la vente nous permet d'aller à la rencontre des gens. Vendre du muguet, c'est tenir un bout de trottoir, croiser les habitants, parler à ceux qui ne viendraient pas d'eux-mêmes. C'est aussi financer les activités de la section, mais c'est surtout rappeler que le PCF est présent.

Les grandes causes ont besoin de grandes luttes. Mais elles ont aussi besoin de ces matins en forêt, de ces pique-niques au bord de l'eau, de ces tablées conviviales où l'on trie des fleurs en trinquant. C'est dans ces moments-là que la motivation se regonfle et que l'envie de se retrouver, année après année, se renouvelle. ✨

Zoé Varenne-Burri
et **Florent Moulon**

Rapport Alloncle : Une déclaration de guerre contre l'audiovisuel public

À une année de l'élection présidentielle, le rapport de la Commission parlementaire sur l'audiovisuel public, dirigée à charge par le député ciottiste Charles Alloncle (UDR), vient à point nommé donner des armes à l'extrême droite pour tenter d'abattre le service public en vue d'une reprise en main idéologique.

Le rapport de la Commission d'enquête sur «la neutralité, le financement et le fonctionnement de l'audiovisuel public» a été voté par 12 voix contre 10 et huit abstentions, avec la complicité du président de la Commission Jérémie Patrier-Leitus (Horizons), le parti d'Édouard Philippe, ancien premier ministre et désormais candidat à la présidentielle.

Suite aux 63 auditions durant les six mois d'enquête qu'a duré cette Commission initiée par Éric Ciotti, ancien LR, devenu l'homme lige du Rassemblement national (RN), il en est ressorti quelque 80 préconisations du député de l'Hérault visant à inoculer le poison de la dérégulation au sein du service public accusé de tous les maux et in fine à liquider le triptyque républicain «informer, cultiver divertir», hérité du Conseil national de la Résistance (CNR).

Un rapport qui ne peut que sourire au président du RN Jordan Bardella qui, sur X, a affirmé toute honte bue qu'«en démocratie le peuple français a le droit d'être informé avec transparence sur l'usage qui est fait de son argent». Satisfaction aussi pour la fachosphère et en premier lieu pour l'ultralibéral milliardaire Vincent Bolloré qui, devant la Commission, n'a eu de cesse de clouer au pilori les médias publics et leur financement.

Les révélations du *Monde* sur les pressions du groupe Lagardère, contrôlé par l'«ogre» Bolloré, sur la Commission afin de stigmatiser les médias publics et leurs salariés et ainsi conforter l'opération de déstabilisation de la télévision et de la radio publiques, but implicite du rapport Alloncle. «Que faut-il de plus pour prouver l'ingérence

dans cette commission d'enquête des ennemis jurés de l'audiovisuel public ?», dénoncent les syndicats CGT de l'audiovisuel public.

Pour aller au bout de sa mission, le rapporteur propose sans ambages de pratiquer une véritable saignée à la hache afin de réduire d'un quart (1 milliard d'euros) le budget de l'AVP grâce à l'arme de la fusion : France 2 et France 5, France Info et France 24, France 3 et les radios locales du réseau ICI de Radio France, l'INA et la BNF, etc. Et cerise sur le gâteau de ce mille feuilles vénéneux : le rapporteur préconise que les dirigeants du service public soient nommés par l'Élysée, préfigurant une reprise en main politique et idéologique – sinon une privatisation qui ne dit pas son nom. Des options gravissimes dans une société polarisée comme l'est l'Hexagone, alors que le service public de l'audiovisuel – accessible à tous et plébiscité par les Français – constitue un rempart face aux chaînes d'opinion comme CNews. Ce média de la galaxie Bolloré foule aux pieds le pluralisme d'opinion, se comportant en porte-voix de la droite extrême qui rêve de conquérir le pouvoir en instrumentalisant radio et télévision.

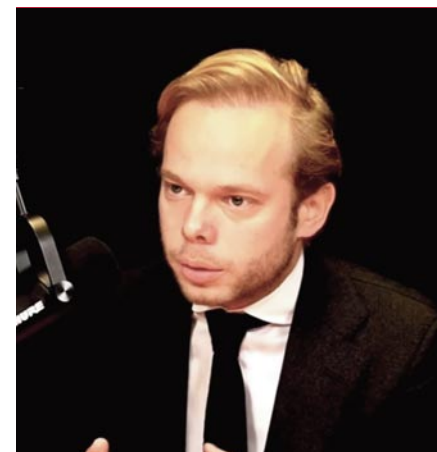
«L'extrême droite a mené un travail de sape minutieux de la confiance que les Français-es ont dans leur audiovisuel public : il s'agit d'une véritable guerre culturelle à laquelle nous devons faire face», accuse la CGT de l'audiovisuel dans son communiqué stigmatisant la droite extrême qui «a marqué un point précieux dans sa bataille idéologique contre le service public, à un an de l'élection présidentielle, avec le concours de parlementaires.»

Ce coup de tonnerre dans le PAF ne survient pas dans un ciel médiatique serein. De l'AFP, à la presse régionale, en passant par la presse magazine – dont le groupe Prisma, propriété de Bolloré –, les plans sociaux tombent comme à Gravelotte, entraînant des centaines de suppressions

d'emplois de journalistes, et autant de coups portés à l'information, donc à la démocratie. Les chercheurs ont montré que le recul en région de la couverture médiatique profite à l'abstention

dans les périodes électorales et à la progression du RN. Sans oublier le secteur de l'édition où le milliardaire ultraconservateur breton a opéré un coup de force chez Grasset en débarquant manu militari l'éditeur Olivier Nora. Et ainsi imprimer la marque d'un trumpisme à la française, comme il l'a fait chez Fayard, privilégiant la diffusion des ouvrages des Bardella, Sarkozy ou De Villiers.

Face à ce maccarthisme rampant, les communistes se doivent de relever le défi et de rassembler les forces pour contrer cette bataille idéologique que veulent imposer les droites extrêmes. Cela doit passer par la défense du service public, en inscrivant dans la Constitution un droit à l'information et à l'existence d'un Audiovisuel public comme faisant partie de l'intérêt général. Garantir son financement suite aux coups de rabot des macronistes (-160 millions) et de l'enterrement de la redevance décidé par l'Élysée. Et devant l'impétuosité de l'Arcom, il est grand temps d'appeler à la suspension de CNews, une chaîne d'opinion de la fachosphère. Comme il est urgent de légiférer pour mettre un terme aux concentrations des médias. ✪



Patrick Kamenka

Narbonne

En ce 1^{er} Mai les initiatives de la section PCF de Narbonne ont connu un franc succès.

Le matin, la traditionnelle vente du muguet par les militants communistes à la manifestation intersyndicale a permis d'écouler tous les "brins de la lutte".

L'après-midi, notre section tenait un stand au "village des luttes" devant la Bourse du travail. Ce stand était destiné à la solidarité avec le peuple cubain et a permis de collecter 1/2 mètre cube de médicaments, de lunettes et de petit matériel médical, avec un très bon accueil du public.

Soutien aux luttes sociales et solidarité internationale sont bien des piliers essentiels de l'activité du PCF. ✪

Le secrétariat de section



Notre camarade
Raphaëlle Primet

est DE RETOUR 🇪🇬 ✌️



Igor Zamichiei
Igor Zamichiei · Audio d'origine

Heureux de retrouver Raphaëlle arrivée à l'instant !



Igor Zamichiei
Igor Zamichiei · Audio d'origine



1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

4/10 mai 1936 (18) **Soutien sans participation !**

Trois jours après ce second tour triomphal, Maurice Thorez et Jacques Duclos réunissent la presse à la Mutualité. Dans une déclaration liminaire (intégralement reprise dans *l'Humanité* du dimanche 10), le secrétaire général estime que le vote massif pour les candidats communistes, pour ceux du Front populaire est motivé par une volonté de paix (et la hantise de Hitler), par une aspiration démocratique (et la dissolution des ligues factieuses), par un désir de progrès social (salaires et semaine de 40 heures). Il juge que le slogan communiste qui a connu le plus grand succès est celui qui demande « une France libre, forte, heureuse ». À présent, pour faire autrement, il faut faire payer les riches et il reprend les cinq résolutions que le nouveau groupe parlementaire communiste vont déposer (ce sont les cinq demandes déjà présentées par lui le 1^{er} mai, voir l'article précédent) : nouvelle politique sociale, familiale, sportive, agricole. Ce qui implique de changer de gouvernement. Thorez précise : « Il revient au parti le plus important de la nouvelle majorité, avec lequel nous sommes liés par un pacte d'unité d'action, de prendre la direction des affaires publiques. » Autrement dit la SFIO de Blum. « Pour notre part, nous l'assurons de notre appui complet à la chambre et dans le pays pour l'application d'une politique conforme aux aspirations indiquées par notre peuple dans le dernier scrutin. Nous ne participerons pas : nous l'avons

dit et répété très loyalement au cours de notre campagne électorale. » Il ajoute : « Nous sommes le Parti communiste, nous avons l'ambition et la volonté de conduire notre peuple vers une meilleure société où la possession des grands moyens de production sera le fondement du pouvoir des travailleurs libérés du joug du capital. En attendant, nous voulons soutenir sans réserve les forces démocratiques et de paix, appuyer tout effort pour améliorer le sort des travailleurs. »

Ajoutons encore cette phrase : « Nous voyons comme condition essentielle du succès du Front populaire : sa cohésion, son organisation, l'action des masses. »

L'autre caractéristique de cette semaine très politique, ce sont les ouvriers, les paysans, les syndicats qui haussent le ton. Benoit Frachon fait la Une de *l'Humanité* du 8 mai avec ce titre : « La CGT devant les problèmes actuels ». Il se félicite du résultat des élections et il note : « Il s'agit maintenant de cueillir



les fruits de la victoire, de satisfaire aux légitimes revendications des masses laborieuses. La CGT entend bien faire l'impossible pour qu'un résultat positif soit obtenu dans les délais les plus courts. (...) Les syndicats ne réclameront rien qui soit irréalisable. Ils demanderont tout ce qui peut être fait, même si cela nécessite de bousculer les routines ou de porter atteinte aux privilèges des oligarchies.»✳

Gérard Streiff

Le carré rouge **Jacques Duclos** (16)

En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».

Jacques Duclos 1896-1975, inhumé le 29 avril 1975. Natif des Hautes-Pyrénées, Jacques Duclos c'est ce petit homme jovial, au regard rieur, à l'accent de sa Bigorre, brillant orateur et populaire. Sa vie se confond avec l'histoire de notre parti. Monté à Paris comme ouvrier pâtissier, avide de lecture et de culture, il fréquente les théâtres, comme figurant ou pour faire la « claque ». En 1914 il participe à la campagne de Marcel Cachin et découvre la Commune de Paris en montant au Mur des fédérés aux côtés d'anciens communards. Mobilisé en 1915, il combat à Verdun. Marqué par la guerre et le sort de son frère, gueule-cassée, son antimilitarisme se renforce, ce qui lui vaudra d'être poursuivi en justice en permanence. Fait prisonnier en 1917, démobilisé en 1919, il reprend son métier à Paris.

Il adhère à l'ARAC, puis en 1921 au PC. En 1924 il participe à la première école centrale du Parti, « l'école de Bobigny ». En 1926, il entre au Comité central où il siègera jusqu'à sa mort.

En 1928, recherché, il mène clandestinement campagne dans le XXe arrondissement face à Léon Blum et l'emporte sans pouvoir siéger. Les poursuites cessent en 1931, l'amnistie intervient en 1933. En 1934, grand acteur du « front unique », pour Jacques Duclos « *la lutte pour l'unité d'action ne saurait [...] se séparer de la lutte contre les trotskistes qui sont les ennemis les plus haineux de*



l'URSS et de l'action commune des prolétaires. »

En 1936 il est élu député de Montreuil et est en Espagne au côté du PCE, face à la rébellion fasciste de Franco.

En 1939, le PCF est interdit. Il entre dans la clandestinité, multiplie les planques, les changements de nom, il est le principal rédacteur de *l'Humanité* clandestine. Le 10 juillet 1940, il publie l'« Appel au peuple de France », co-signé par Thorez en exil. Avec Benoît Frachon et Arthur Dallidet, il réorganise le Parti, participe à la création du « Front national de lutte pour l'indépendance de la France » confié à Pierre Villon, et à la création d'unités armées avec Charles Tillon et Albert Ouzoulias qui deviendront les FTPF et FTP-MOI.

Le 25 août 1944, avec Benoît Frachon il entre dans Paris, tient un comité central le 31. Le 9 septembre il rencontre de Gaulle qui accorde deux ministres au Parti dans son gouvernement et Duclos est responsable du groupe communiste à l'Assemblée consultative.

Après la mort de Maurice Thorez en 1964, le Parti s'oriente vers l'union de la gauche sur un programme commun et prend ses distances avec Moscou. Après avoir soutenu François Mitterrand à la présidentielle de 1965, le Parti présente Jacques Duclos à celle de 1969. « *J'ai conscience d'être le candidat de l'union des forces ouvrières et démocratiques...* » Le ton est donné dès sa première conférence de presse, la campagne sera menée tambour battant. Il obtient 21,27 % des voix, échouant de peu pour accéder au second tour, mais une dynamique d'union est lancée qui mènera au programme commun en 1972.

Il meurt le 25 avril 1975. Le 29, des centaines de milliers de personnes l'accompagnent du siège du Parti au Père-Lachaise. Symbole d'un engagement constant pour la paix et contre le colonialisme, son hommage coïncide avec la une de *l'Humanité* annonçant les dernières heures de la guerre à Saïgon.✪

Gérard Pellois

Jeunes morts au travail : en finir avec cette hécatombe

Ce 28 avril 2025, qui symbolise la journée internationale de la santé et de la sécurité au travail, résonne tout particulièrement, près de dix jours après la mort de quatre jeunes de 15, 20, 22 et 25 ans. Le MJCF exprime son entière solidarité avec les familles des victimes. Les situations changent, les risques restent, et dans plusieurs de ces drames, l'employeur n'a pas respecté la charge qui est la sienne d'assurer leur sécurité.

La justice devra établir les responsabilités, car les risques étaient connus, ou auraient dû l'être. Ces morts auraient pu être évitées. Malheureusement, ces tragédies se multiplient et font rarement la une de l'actualité. Quand elles le sont, elles sont présentées comme de simples accidents.

Pourtant, comment parler de hasard lorsqu'en moins de huit mois, au moins douze jeunes, dont quatre mineurs, ont perdu la vie sur leur lieu de travail ? Comment parler de hasard lorsque, parmi les moins de 25 ans décédés au travail en 2024, ces drames sont majoritairement survenus durant l'année d'embauche ? Depuis 2020, près de 423 jeunes sont morts au travail.

Stagiaires, apprentis et salariés, tous sont confrontés aux risques. Des risques très largement accentués par des décennies de politiques libérales, qui ont transformé les filières professionnelles en vivier de main-d'œuvre peu chère et malléable, et précarisé les jeunes dans le monde du travail.

Réforme du lycée professionnel, stages dès la seconde, suppression d'heures de cours au profit d'heures en entreprise, précarisation de l'apprentissage et contrats précaires : tout est mis en place pour envoyer, le plus tôt possible, les jeunes sur le marché du travail.

Nous ne pouvons pas nous habituer à voir ces morts. Stagiaires, apprentis ou salariés, les situations diffèrent, mais chacune révèle l'échec des politiques de

formation et des politiques économiques libérales.

Pour les stagiaires et les apprentis, c'est l'échec du cadre de formation qui est en cause. Sous couvert de simplification, les différentes lois et décrets (comme les décrets Rebsamen de 2015) ont accru les risques. Tra-

voux dangereux, élargissement de la durée légale de travail, etc., visent à faire des stagiaires et apprentis de simples salariés, au bénéfice du patron. La formation en moins, les risques en plus.

Pour les salariés, le cadre économique est à remettre en cause. Au centre : la pression des contrats courts et de l'instabilité professionnelle. La France est la championne européenne de l'embauche via les CDD et l'intérim. Dans les faits, cela se traduit par une pression accrue à la production et par la négligence de certains employeurs vis-à-vis des équipements. Avec, au bout, des morts potentielles.

C'est pourquoi le MJCF revendique :

✦ Le CDI comme norme d'embauche, une nécessité pour diminuer la pression sur les travailleurs, source



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

de stress et d'accidents ;

✦ Un encadrement renforcé de la formation, ainsi qu'un développement des formations professionnelles assurées par l'État, et une obligation, pour les entreprises, de financer la formation de leurs salariés, nécessaire pour connaître les risques et les gestes métier ;

✦ Le retour des délégués du personnel et des CHSCT, afin de faciliter les droits d'alerte des travailleurs sur les situations dangereuses ;

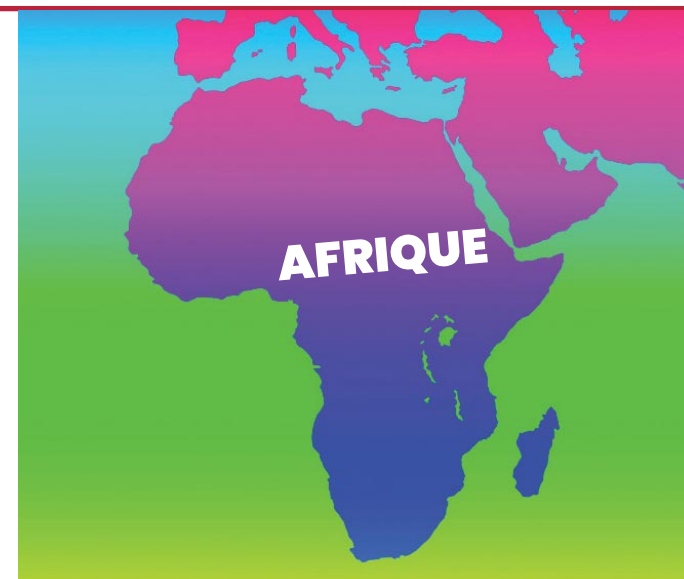
✦ La suppression des stages de seconde qui ne sont pas strictement encadrés et formateurs ;

✦ Un renforcement massif de l'inspection du travail et de l'Éducation nationale ;

✦ Des moyens de contrôle accrus dans les entreprises et les CFA ;

L'interdiction des tâches sur des machines dangereuses et du travail en hauteur, ainsi qu'une responsabilité pénale renforcée des employeurs en cas de manquement. ✦

Africa Forward à Nairobi : la mue d'un ordre ancien



Les 11 et 12 mai prochains, Nairobi accueillera le forum Africa Forward, nouvelle vitrine d'un partenariat qu'Emmanuel Macron dit vouloir réinventer autour de l'innovation et de l'investissement. Mais derrière la promesse d'un futur partagé, se joue une séquence plus profonde : celle d'un système qui se reconfigure sous contrainte, dans un continent entré de plain-pied dans la pluralité stratégique.

Il faut commencer par nommer les choses. Africa Forward n'est pas une invention ex nihilo. Il s'inscrit dans une longue histoire, celle des Sommets France-Afrique, inaugurés en 1973 dans un moment de fragilisation de l'emprise française sur son « pré carré ». À l'époque, il s'agissait de maintenir la cohérence d'un espace politique et économique hérité de la décolonisation, en combinant coopération, sécurité et influence.

Ces sommets ont toujours eu une double nature. Officiellement, ils étaient des espaces de dialogue. En réalité, ils constituaient un instrument de gestion des rapports de pouvoir, souple, adaptable, capable d'intégrer de nouveaux acteurs tout en préservant l'essentiel : la centralité française dans les équilibres africains.

Avec le temps, le décor a changé, mais la mécanique est restée. De la « réunion de famille » des années 1970 aux discours sur la « refondation du partenariat », la France n'a cessé d'annoncer la rupture sans jamais s'y résoudre. Le tournant de Montpellier en 2021 marque toutefois une inflexion : l'effacement relatif des chefs d'État africains au profit de la société civile, des entrepreneurs, de la jeunesse. Une horizontalité proclamée, qui masque



mal une tentative de réinvention de l'influence par d'autres canaux.

Africa Forward pousse cette logique plus loin. Ce n'est plus l'État qui est au centre, mais l'écosystème : startups, investisseurs, plateformes. La relation n'est plus politique, elle est présentée comme économique, presque technique. En apparence, on sort de la Françafrique. En réalité, on en change le langage.

Nairobi : un choix révélateur dans un contexte troublé

Le choix du Kenya n'est pas neutre. Nairobi est aujourd'hui l'un des hubs économiques les plus dynamiques du continent, vitrine d'une Afrique numérique, connectée, insérée dans les flux mondiaux. Mais cette vitrine repose sur un sol instable. Ces dernières années, le pays est traversé par des tensions sociales et politiques profondes. En 2024, les manifestations contre le projet de budget, accusé de faire peser l'effort fiscal sur les classes populaires, ont révélé une fracture béante entre gouvernants et gouvernés. La réponse du pouvoir, marquée par une répression sanglante, alimente

les critiques d'une dérive autoritaire.

Ce contraste est saisissant. D'un côté, un forum célébrant l'innovation, l'investissement et la croissance. De l'autre, une jeunesse qui descend dans la rue pour contester les choix économiques imposés. Comme souvent, la scène internationale sélectionne ses images : elle retient les incubateurs, elle oublie les barricades.

Mais ces deux réalités sont indissociables. Elles disent une chose simple : le développement ne se réduit pas à l'innovation. Il est aussi une question de justice sociale, de souveraineté économique, de légitimité politique.

Après le Sahel : la France à la recherche d'un nouveau point d'appui

Ce forum doit être replacé dans une séquence géopolitique plus large. Le retrait progressif de la France du Sahel, sous la pression conjuguée des opinions publiques, des autorités étatiques et des recompositions internationales, a marqué un tournant.

Pendant des décennies, l'outil militaire a été le pilier de la présence française en Afrique. Il garantissait un accès privilégié aux espaces politiques et économiques. Ce modèle a atteint ses limites. Non seulement il n'a pas produit la stabilité promise, mais il a nourri un sentiment de rejet, en donnant le visage d'une ingérence persistante.

Le déplacement vers l'Afrique de l'Est, et vers des formats comme Africa Forward, traduit une tentative de repositionnement. En théorie, il s'agirait de passer d'une logique reposant sur moins de soldats et davantage d'investisseurs, sur moins de bases et plus de partenariats, sur moins de commandement et davantage de co-construction, du moins dans le discours.

Mais cette stratégie s'inscrit dans un environnement radicalement transformé. L'Afrique n'est plus un espace de projection unilatérale. Elle est un terrain de concurrence ouverte, où la Chine, la

Turquie, la Russie, l'Inde, les pays du Golfe, mais aussi des acteurs africains eux-mêmes redéfinissent les règles du jeu. La France n'y est plus hégémonique. Elle y est un acteur parmi d'autres.

Dès lors, Africa Forward apparaît pour ce qu'il est : une tentative de réinscription dans un jeu devenu multipolaire, où l'influence ne peut plus se décréter, mais doit se négocier.

Ce que proposent les communistes : de la rupture au projet

Face à cette recomposition, il ne suffit pas de constater. Il faut proposer.

La position communiste, si elle veut être à la hauteur du moment, ne peut se contenter d'un discours moral. Elle doit articuler une alternative cohérente, fondée sur quelques principes simples, mais exigeants.

D'abord, rompre avec toute logique d'ingérence, qu'elle soit militaire ou économique. Cela implique la fin des dispositifs qui, sous couvert de coopération, reproduisent des asymétries structurelles. Ensuite, refonder la relation sur la souveraineté des peuples. Non pas une souveraineté abstraite, mais concrète : capacité à décider des politiques économiques, à contrôler les ressources, à définir les priorités de développement.

Cela suppose également de sortir du face-à-face entre aide et marché. Mais des coopérations publiques, transparentes, orientées vers des objectifs sociaux : santé, éducation, industrialisation, transition écologique, transfert de technologies.

Enfin, il faut assumer une dimension internationaliste. Le monde qui vient ne sera pas simplement multipolaire. Il sera conflictuel. Dans cet espace, la solidarité entre peuples, et non la compétition entre puissances, doit être le principe directeur. ✪

Félix Atchadé

Responsable du Collectif Afrique

Membre du secrétariat du Secteur international

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse :..... €

Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM.....PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA